

Art. 3. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre des Affaires économiques,  
W. CLAES

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBACK

Art. 3. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Economische Zaken,  
W. CLAES

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBACK

F. 91 — 2518

20 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté royal exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, du 4 mai 1936, du 6 juillet 1978 et du 30 janvier 1991;

Vu la loi du 30 janvier 1991 modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions, notamment l'article 24 et l'article 25, modifié par la loi du 20 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Ier. — Définition**

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par « la loi », la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, du 4 mai 1936, du 6 juillet 1978 et du 30 janvier 1991.

**CHAPITRE II. — Des agréments en vue d'exercer une activité visée aux articles 1er et 27 de la loi**

Art. 2. La demande d'agrément visée à l'article 1er de la loi est introduite auprès du gouverneur de la province où l'activité faisant l'objet de l'agrément sera exercée, au moyen d'un formulaire conforme au modèle n° 1 figurant en annexe. Ce formulaire est disponible auprès du gouverneur.

Le demandeur joint à la demande d'agrément un certificat de bonne conduite, vie et mœurs établi au plus tard trois mois avant l'envoi de la demande, ainsi que les documents relatifs à l'identification du demandeur et de son activité.

Si le demandeur est une personne morale, un certificat de bonne conduite, vie et mœurs est joint pour chaque administrateur, gérant, commissaire ou préposé à l'administration ou à la gestion.

Art. 3. Sauf dans le cas prévu à l'article 1er, § 3, de la loi, le gouverneur statue dans les quatre mois de la réception de la demande d'agrément et des documents visés à l'article 2, alinéas 2 et 3. Dans tous les cas, il notifie sa décision d'agrément ou de refus par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie de la décision est adressée dans les huit jours au bourgmestre et au procureur du Roi compétents.

En cas d'agrément, même partiel, le gouverneur délivre à l'intéressé un certificat d'agrément conforme au modèle n° 2 figurant en annexe. Il en informe le banc d'épreuves des armes à feu.

N. 91 — 2518

20 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978 en 30 januari 1991;

Gelet op de wet van 30 januari 1991 tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op artikel 24 en artikel 25, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Definitie**

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet onder « de wet » worden verstaan de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978 en 30 januari 1991.

**HOOFDSTUK II. — Erkenning met het oog op de uitoefening van de activiteiten bedoeld in de artikelen 1 en 27 van de wet**

Art. 2. De aanvraag om erkenning bedoeld in artikel 1 van de wet wordt door middel van het formulier, opgemaakt overeenkomstig het model nr. 1 in bijlage, ingediend bij de gouverneur van de provincie waar de activiteit waarop de aanvraag betrekking heeft, zal worden uitgeoefend. Voornoemd formulier kan worden verkregen bij de gouverneur.

De aanvrager voegt bij de aanvraag tot erkenning een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, opgemaakt ten laatste drie maanden voor de indiening van de aanvraag, alsmede de stukken die de identificatie van de aanvrager en van zijn activiteit mogelijk maken.

Indien de aanvrager een rechtspersoon is, moet een getuigschrift van goed zedelijk gedrag worden bijgevoegd voor iedere bestuurder, zaakvoerder, commissaris of persoon aangesteld voor het bestuur of het beheer.

Art. 3. Behalve in het geval bepaald in artikel 1, § 3, van de wet doet de gouverneur uitspraak binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag tot erkenning en van de stukken bedoeld in artikel 2, tweede en derde lid. In elk geval geeft hij kennis van zijn beslissing houdende erkenning of weigering bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

Een afschrift van de beslissing wordt binnen acht dagen toegezonden aan de bevoegde burgemeester en procureur des Konings.

In geval van erkenning, zelfs gedeeltelijk, verstrekt de gouverneur aan betrokkene een getuigschrift van erkenning opgemaakt overeenkomstig het model nr. 2 in bijlage. Hij geeft daarvan kennis aan de proefbank voor vuurwapens.

En cas d'agrément, même partiel, d'une collection ou d'un musée d'armes de défense ou de guerre ou de munitions pour ces armes, il délivre à l'intéressé un certificat d'agrément conforme au modèle n° 3 figurant en annexe. Il en informe le banc d'épreuves des armes à feu.

La décision de refus total ou partiel d'agrément est motivée. Sa notification indique les voies de recours ouvertes à l'intéressé.

**Art. 4.** Un recours est ouvert contre le refus total ou partiel d'agrément auprès du Ministre de la Justice.

Ce recours est motivé et est, à peine de d'irrecevabilité, introduit par lettre recommandée dans le mois qui suit la date de notification du refus.

Tous documents relatifs à l'identification du demandeur et de son activité sont joints au recours.

**Art. 5.** Le Ministre de la Justice statue dans les quatre mois de la réception du recours et notifie sa décision à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'agrément, même partiel, le Ministre de la Justice délivre à l'intéressé un certificat d'agrément conforme au modèle n° 2 ou au modèle n° 3 figurant en annexe. Il en informe le banc d'épreuves des armes à feu.

Une copie de la décision est adressée dans les huit jours au gouverneur, au bourgmestre et au procureur du Roi compétents.

**Art. 6.** En cas de suspension, de retrait ou de limitation de l'agrément conformément à l'article 2, § 2, de la loi, le gouverneur notifie sa décision au titulaire de l'agrément par lettre recommandée avec accusé de réception. La décision est envoyée à l'adresse mentionnée sur le certificat d'agrément ou à celle que le titulaire aura communiquée en vertu de l'article 8.

La décision de suspension, de retrait ou de limitation de l'agrément est motivée et indique le délai du dépôt ou de la cession à une personne agréée, des armes détenues par le titulaire de l'agrément.

Cette décision emporte l'obligation de renvoyer le certificat d'agrément dans les huit jours du délai accordé par le gouverneur. Le gouverneur peut charger la police communale de la reprise du certificat d'agrément auprès de la personne intéressée.

Dans les huit jours du dépôt ou de la cession, la personne agréée dépositaire ou cessionnaire informe le gouverneur au moyen du formulaire joint à la notification.

Une copie de la décision de suspension, de retrait ou de limitation de l'agrément est adressée dans les huit jours au bourgmestre, au procureur du Roi compétents, et au banc d'épreuves des armes à feu.

**Art. 7.** Le recours visé à l'article 4 peut être exercé contre la décision de suspension, de retrait ou de limitation de l'agrément.

Le recours ne suspend pas l'exécution de la décision.

Le Ministre statue sur ce recours conformément aux articles 5, alinéas 1 et 3, et 6, alinéas 2 à 5.

**Art. 8.** En cas de cessation de l'activité faisant l'objet de l'agrément, ou de modification des données mentionnées au certificat d'agrément, le titulaire en informe dans les huit jours le gouverneur et lui renvoie le certificat.

### CHAPITRE III. — Des autorisations de détention des armes à feu de défense ou de guerre (art. 5 et 6 de la loi)

**Art. 9. § 1er.** La demande d'autorisation de détention d'une arme à feu de défense est adressée :

1° par les personnes domiciliées en Belgique : à la police communale du domicile ou, à défaut de police communale, à la brigade de gendarmerie du domicile;

2° par les personnes non domiciliées en Belgique : au Ministre de la Justice, administration de la Sécurité publique.

In geval van erkenning, zelfs gedeeltelijk, van een verzameling of van een museum van verweer- of oorlogswapens of van munitie voor die wapens, verstrekt hij aan betrokkene een getuigschrift van erkenning opgemaakt overeenkomstig het model nr. 3 in bijlage. Hij geeft daarvan kennis aan de proefbank voor vuurwapens.

De beslissing houdende gehele of gedeeltelijke weigering van de erkenning moet met redenen zijn omkleed. De kennisgeving moet de rechtsmiddelen vermelden die ter beschikking staan van betrokkene.

**Art. 4.** Tegen de gehele of gedeeltelijke weigering van de erkenning kan beroep worden ingesteld bij de Minister van Justitie.

Het beroep moet met redenen zijn omkleed en, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven worden ingediend binnen één maand te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de weigering.

Alle stukken die de identificatie van de aanvrager en van zijn activiteit mogelijk maken, worden bij het beroep gevoegd.

**Art. 5.** De Minister van Justitie doet uitspraak binnen vier maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep en geeft aan betrokkene kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

In geval van erkenning, zelfs gedeeltelijk, verstrekt de Minister van Justitie aan betrokkene een getuigschrift van erkenning opgemaakt overeenkomstig het model nr. 2 of het model nr. 3 in bijlage. Hij geeft daarvan kennis aan de proefbank voor vuurwapens.

Een afschrift van de beslissing wordt binnen acht dagen toegezonden aan de bevoegde gouverneur, burgemeester en procureur des Konings.

**Art. 6.** In geval van schorsing, intrekking of beperking van de erkenning overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet, geeft de gouverneur aan de houder van de erkenning kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. De beslissing wordt gezonden naar het adres vermeld op het getuigschrift van erkenning of naar het adres dat de houder krachtens artikel 8 heeft medegedeeld.

De beslissing van schorsing, intrekking of beperking van de erkenning is gemotiveerd en vermeldt de termijn waarbinnen de houder van de erkenning in bezit gehouden wapens in bewaring moeten worden gegeven bij of overgedragen aan een erkend persoon.

Die beslissing brengt de verplichting mee om het getuigschrift van erkenning terug te zenden binnen acht dagen te rekenen van de beëindiging van de door de gouverneur verleende termijn. De gouverneur kan de gemeentepolitie ermee belasten het getuigschrift van erkenning bij de betrokken persoon terug te nemen.

Binnen acht dagen te rekenen van de inbewaaring of de overdracht geeft de erkende persoon bij wie de opslag of de overdracht is geschied, daarvan kennis aan de gouverneur door middel van het bij de kennisgeving gevoegde formulier.

Een afschrift van de beslissing van schorsing, intrekking of beperking van de erkenning wordt binnen acht dagen toegezonden aan de bevoegde burgemeester en procureur des Konings, alsook aan de proefbank voor vuurwapens.

**Art. 7.** Het beroep bedoeld in artikel 4 kan worden ingesteld tegen de beslissing van schorsing, intrekking of beperking van de erkenning.

Het beroep schorst de tenuitvoerlegging van de beslissing niet.

De Minister doet uitspraak over het beroep overeenkomstig de artikelen 5, eerste en derde lid, en 6, tweede tot en met vijfde lid.

**Art. 8.** Bij beëindiging van de activiteit die het onderwerp van de erkenning is, of bij wijziging van de gegevens vermeld in het getuigschrift van erkenning, geeft de houder daarvan binnen acht dagen kennis aan de gouverneur en zendt hij hem het getuigschrift terug.

### HOOFDSTUK III. — Vergunningen tot het voorhanden hebben van verweer- of oorlogswapens (artikelen 5 en 6 van de wet)

**Art. 9. § 1.** De aanvraag van een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweervuurwapen moet worden ingediend :

1° door de personen die hun woonplaats in België hebben : bij de gemeentepolitie van de woonplaats van de aanvrager of bij gebrek aan gemeentepolitie, bij de rijkswachbrigade van de woonplaats van de aanvrager;

2° door de personen die geen woonplaats in België hebben : bij de Minister van Justitie, bestuur Openbare Veiligheid.

Si l'autorisation demandée par une personne domiciliée en Belgique est refusée, ou si aucune réponse n'est donnée dans les trois mois à compter de l'introduction de la demande, le demandeur peut introduire un recours dans le mois par lettre recommandée auprès du gouverneur de la province de son domicile.

Le recours est motivé et reprend les indications figurant au § 3. Le gouverneur statue dans les trois mois du recours. Il avise le demandeur de sa décision, par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 2. La demande d'autorisation de détention d'une arme à feu de guerre est adressée :

1° par les personnes domiciliées en Belgique : au gouverneur de la province du domicile;

2° par les personnes non domiciliées en Belgique : au Ministre de la Justice, administration de la Sécurité publique.

§ 3. La demande d'autorisation de détention d'une arme à feu de défense ou de guerre comprend les mentions suivantes :

1° l'identification du demandeur : nom, prénoms, nationalité, adresse, lieu et date de naissance. S'il s'agit d'une personne morale, la raison ou la dénomination sociale, le siège social, l'identité du gérant, du président ou de l'administrateur-délégué;

2° la description de l'arme faisant l'objet de la demande : nature et calibre;

3° la mention que l'arme sera acquise en Belgique ou importée;

4° l'adresse à laquelle l'arme sera détenu à titre principal;

5° les motifs de la demande.

Art. 10. Les autorisations sont inscrites dans un carnet à souches conforme au modèle n° 4 figurant en annexe, dont chaque feuillet comprend trois parties :

1° un talon à conserver par l'autorité qui délivre l'autorisation;

2° un volet A destiné au titulaire de l'autorisation;

3° un volet B destiné à l'autorité qui a délivré l'autorisation.

L'autorisation est datée et confère au titulaire le droit d'acquérir ou d'importer l'arme dans les trois mois de sa délivrance. Si l'acquisition ou l'importation n'a pas été effectuée dans ce délai, l'autorisation est périmée et doit être renvoyée dans les huit jours à l'autorité qui l'a délivrée.

Art. 11. Lorsque l'arme est acquise en Belgique, le volet A est signé et complété par le cédant avec les mentions suivantes :

1° l'identification du cédant : nom, prénoms, nationalité, adresse, lieu et date de naissance; s'il s'agit d'une personne morale, la raison ou la dénomination sociale, le siège social, l'identité du gérant, du président ou de l'administrateur délégué;

2° le numéro d'agrément de la personne agréée, ou le numéro, le lieu et la date de délivrance de l'autorisation de détention du cédant;

3° l'identification des lieu et date de la cession;

4° l'identification de l'arme : nature, marque, modèle, type, calibre et numéro de série.

Lorsque l'arme est importée, le volet A est signé et complété par un agent des douanes avec les mentions suivantes :

1° l'identification du bureau des douanes;

2° la date de l'importation;

3° l'identification de l'arme : nature, marque, modèle, type, calibre et numéro de série.

Dans le mois de la cession ou de l'importation, le volet B est transmis par le cédant ou le bureau des douanes à l'autorité qui a délivré l'autorisation. Il est daté, signé et comporte les mentions relatives à l'identification de l'arme et de l'acquéreur ou de l'importateur.

Art. 12. La personne qui découvre une arme de défense ou de guerre, ou en acquiert la possession par voie successorale, introduit, conformément à l'article 14, alinéa 2, de la loi, une demande d'autorisation de détention dans les formes prescrites à l'article 9.

Indien de vergunning aangevraagd door een persoon met woonplaats in België, wordt geweigerd, of indien niet wordt geantwoord binnen drie maanden te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag, kan de aanvrager binnen de maand bij aangetekend schrijven beroep instellen bij de gouverneur van de provincie waar zijn woonplaats zich bevindt.

Het beroep is met redenen omkleed en bevat de in § 3 omschreven vermeldingen. De gouverneur doet uitspraak binnen drie maanden te rekenen vanaf de instelling van het beroep. Hij geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

§ 2. De aanvraag van een vergunning tot het voorhanden hebben van een oorlogsvuurwapen moet worden ingediend :

1° door de personen die hun woonplaats in België hebben : bij de gouverneur van de provincie waar de woonplaats van betrokkene zich bevindt;

2° door de personen die geen woonplaats in België hebben : bij de Minister van Justitie, bestuur Openbare Veiligheid.

§ 3. De aanvraag van een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweer- of oorlogsvuurwapen moet volgende vermeldingen bevatten :

1° de identificatie van de aanvrager : naam, voornamen, nationaliteit, adres, plaats en datum van geboorte. Indien het een rechtspersoon betreft, de firma of de naam van de vennootschap, de zetel van de vennootschap, de identiteit van de zaakvoerder, van de voorzitter of van de gedelegeerd bestuurder;

2° de beschrijving van het wapen waarop de aanvraag betrekking heeft : aard en kaliber;

3° de vermelding dat het wapen in België zal worden aangekocht of zal worden ingevoerd;

4° het adres waar het wapen over het algemeen voorhanden zal worden gehouden;

5° de redenen van de aanvraag.

Art. 10. De vergunningen worden ingeschreven in een soucheboekje in de vorm van het model nr. 4 in bijlage, waarvan elk blad uit drie delen bestaat :

1° een souche die moet worden bewaard door de overheid die de vergunning uitreikt;

2° een deel A bestemd voor de houder van de vergunning;

3° een deel B bestemd voor de overheid die de vergunning heeft uitgereikt.

De vergunning is gedagtekend en verleent aan de houder ervan het recht om het wapen binnen drie maanden na de uitreiking aan te kopen of in te voeren. Indien de aankoop of de invoer van het wapen niet binnen voornoemde termijn heeft plaatsgevonden, is de vergunning vervallen en moet zij binnen acht dagen worden teruggezonden aan de overheid die ze heeft uitgereikt.

Art. 11. Wanneer het wapen in België wordt aangekocht, moet deel A door de overdrager worden ondertekend en met de volgende vermeldingen worden aangevuld :

1° de identificatie van de overdrager: naam, voornamen, nationaliteit, adres, plaats en datum van geboorte; indien het een rechtspersoon betreft, de firma of de naam van de vennootschap, de zetel van de vennootschap, de identiteit van de zaakvoerder, van de voorzitter of van de gedelegeerd bestuurder;

2° het nummer van de erkenning van de erkende persoon, of het nummer, plaats en datum van uitreiking van de vergunning tot het voorhanden hebben van de overdrager;

3° de plaats en datum van de overdracht;

4° de identificatie van het wapen : aard, merk, model, type, kaliber en serienummer.

Wanneer het wapen wordt ingevoerd, wordt deel A door een agent van de douane ondertekend en aangevuld met de volgende vermeldingen :

1° de identificatie van het douanekantoor;

2° de datum van invoer;

3° de identificatie van het wapen : aard, merk, model, type, kaliber en serienummer.

Binnen één maand te rekenen vanaf de overdracht of de invoer moet deel B door de overdrager of het douanekantoor worden toegezonden aan de overheid die de vergunning heeft uitgereikt. Dat deel is gedagtekend, ondertekend en bevat de vermeldingen die betrekking hebben op de identificatie van het wapen, van de koper of van de invoerder.

Art. 12. De particulier die een verweer- of een oorlogswapen ontdekt, of het door erfenis verkrijgt, moet overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van de wet een aanvraag indienen met het oog op de verkrijging van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen, en wel op de wijze voorgeschreven bij artikel 9.

L'autorisation lui est délivrée conformément à l'article 10.

Les volets A et B de l'autorisation sont signés et complétés par l'autorité compétente avec les mentions suivantes :

- 1° l'identification des circonstances, lieu et date de l'entrée en possession;
- 2° l'identification de l'arme : nature, marque, modèle, type, calibre et numéro de série;
- 3° l'identification du détenteur : nom, nationalité, adresse, lieu et date de naissance. S'il s'agit d'une personne morale, la raison ou la dénomination sociale et le siège social.

Le volet B de l'autorisation est conservé par l'autorité compétente.

**Art. 13.** Le volet A de l'autorisation est conservé par le titulaire qui est tenu de le remettre aux fins de contrôle à toute réquisition des membres des services visés à l'article 24 de la loi.

Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer, dans les quinze jours de la modification, la police communale de son domicile ou, à défaut de police communale, la brigade de gendarmerie de son domicile, du changement de domicile, ou de toute autre circonstance susceptible de modifier une mention relative au titulaire ou à l'arme, ou de la perte, de la destruction ou du vol de celle-ci.

En cas de décès du titulaire, ses ayant-droits en informent le service de police ou le gouverneur qui a délivré l'autorisation.

**Art. 14.** En cas de retrait ou de suspension de l'autorisation, le Ministre de la Justice ou son délégué, ou le gouverneur de province notifie sa décision au titulaire de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision est motivée et indique les délais dans lesquels l'arme doit être déposée chez une personne agréée conformément aux dispositions du chapitre II, cédée à une personne agréée ou à une personne titulaire d'une autorisation de détention.

Dans les huit jours du dépôt ou de la cession, le dépositaire ou le cessionnaire informe l'autorité ayant pris la décision de suspension ou de retrait que l'arme a été déposée ou lui a été cédée. Cette information est faite par le formulaire joint à la notification.

#### CHAPITRE IV

##### *Du port des armes de défense (article 7 de la loi)*

**Art. 15.** La demande de permis de port d'arme de défense est adressée :

- 1° par les personnes domiciliées en Belgique : au gouverneur de la province du domicile;
- 2° par les personnes non domiciliées en Belgique : au Ministre de la Justice, administration de la Sécurité publique.

La demande comprend au moins les mentions suivantes :

- 1° l'identification du demandeur : nom, prénoms, nationalité, adresse, lieu et date de naissance;
- 2° l'identification de l'arme ou des armes faisant l'objet de la demande : nature, marque, modèle, type, calibre et numéro de série;

3° la mention de l'autorisation de détention délivrée pour l'arme concernée : autorité, date de délivrance et numéro de l'autorisation;

4° les motifs de la demande, notamment l'énoncé des circonstances dans lesquelles l'arme sera portée.

**Art. 16.** Le permis de port d'arme de défense est conforme au modèle n° 5 figurant en annexe.

L'article 13, alinéa 2, et l'article 14, alinéa 1er, lui sont applicables.

**Art. 17.** Toute personne qui porte une arme de défense en dehors de son domicile ou de sa résidence doit être titulaire d'un permis de port d'arme de défense, qu'elle est tenue de remettre, aux fins de contrôle, à toute réquisition des membres des services visés à l'article 24 de la loi.

De vergunning wordt hem uitgereikt overeenkomstig artikel 10.

De delen A en B van de vergunning worden door de bevoegde overheid ondertekend en aangevuld met de volgende vermeldingen :

- 1° de omschrijving van de omstandigheden, plaats en datum van de inbezittreding;
- 2° de identificatie van het wapen : aard, merk, model, type, kaliber en serienummer;
- 3° de identificatie van de persoon die het wapen voorhanden heeft : naam, nationaliteit, adres, plaats en datum van geboorte. Wanneer het een rechtspersoon betreft, de firma of de naam van de vennootschap en de zetel van de vennootschap.

Deel B van de vergunning wordt bewaard door de bevoegde overheid.

**Art. 13.** Deel A van de vergunning wordt bewaard door de houder die ertoe is gehouden het te overhandigen aan de leden van de diensten bedoeld in artikel 24 van de wet wanneer die in het kader van het door hen uitgeoefende toezicht daarom verzoeken.

De houder van de vergunning is ertoe gehouden binnen vijftien dagen te rekenen van de wijziging, de gemeentepolitie of de rijks-wachtbrigade van zijn woonplaats in kennis te stellen van de wijziging van zijn woonplaats of van enige andere omstandigheid die aanleiding geeft tot wijziging van een vermelding betreffende zijn persoon of het wapen, of van het verlies, de vernietiging of de diefstal van het wapen.

In geval van overlijden van de houder moeten zijn rechtverkrijgenden daarvan kennis geven aan de gemeentepolitie of aan de gouverneur die de vergunning heeft uitgereikt.

**Art. 14.** In geval van intrekking of schorsing van de vergunning, geeft de Minister van Justitie, zijn afgevaardigde of de provinciegouverneur bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs kennis van de beslissing aan de houder van de vergunning.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de termijnen waarbinnen het wapen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II in bewaring moet worden gegeven bij een erkend persoon of moet worden overgedragen aan een erkend persoon of aan een persoon die houder is van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen.

Binnen acht dagen te rekenen vanaf de inbewaaring of de overdracht, stelt de persoon die het wapen in bewaring heeft gekregen of aan wie het is overgedragen, de overheid die de beslissing tot schorsing of intrekking van het wapen heeft genomen, ervan in kennis dat het wapen bij hem in bewaring is gegeven of aan hem is overgedragen. Zulks geschiedt door middel van het formulier dat bij de kennisgeving wordt gevoegd.

#### HOOFDSTUK IV

##### *Het dragen van verweerwapens (artikel 7 van de wet)*

**Art. 15.** De aanvraag van een vergunning tot het dragen van een verweerwapen wordt ingediend :

- 1° door de personen met woonplaats in België : bij de gouverneur van de provincie waar de woonplaats zich bevindt;
- 2° door de personen die geen woonplaats in België hebben : bij de Minister van Justitie, bestuur Openbare Veiligheid.

De aanvraag moet ten minste volgende vermeldingen bevatten :

- 1° de identificatie van de aanvrager : naam, voornamen, nationaliteit, adres, plaats en datum van geboorte;
- 2° de identificatie van het wapen of de wapens waarop de aanvraag betrekking heeft : aard, merk, model, type, kaliber en serienummer;

3° de vermeldingen betreffende de vergunning tot het voorhanden hebben van het betrokken wapen : overheid, datum van uitreiking en nummer van de vergunning;

4° de redenen van de aanvraag, inzonderheid een omschrijving van de omstandigheden waarin het wapen zal worden gedragen.

**Art. 16.** De vergunning tot het dragen van een verweerwapen wordt opgemaakt overeenkomstig het model nr. 5 in bijlage.

De artikelen 13, tweede lid, en 14, eerste lid, zijn op de vergunning van toepassing.

**Art. 17.** Een ieder die een verweerwapen draagt buiten zijn woonplaats of zijn verblijfplaats, moet houder zijn van een vergunning tot het dragen van een verweerwapen, die hij gehouden is te overhandigen aan de leden van de diensten bedoeld in artikel 24 van de wet wanneer die in het kader van het door hem uitgeoefende toezicht daarom verzoeken.

Est dispensé de cette condition le titulaire d'une autorisation de détention d'une arme de défense :

1° qui porte cette arme sur le pas de tir d'un stand de tir dont l'accès est réservé par l'exploitant à certaines personnes ou à certaines organisations et à leurs membres, et dont l'exploitation est dûment autorisée;

2° qui transporte cette arme non chargée et hors de portée, soit dans une valise fermée à clef, soit dans un emballage quelconque à la condition que l'arme soit munie d'un dispositif indépendant empêchant temporairement son utilisation, sur le trajet entre son domicile et sa résidence, ou entre un de ces lieux et un stand de tir ou le lieu d'activité d'une personne agréée.

Dans les cas visés à l'alinéa 2, 1° et 2°, le titulaire est tenu d'être porteur de l'autorisation de détention.

#### CHAPITRE V. — De l'immatriculation des armes de défense ou de guerre (article 14, alinéa 1er, de la loi)

**Art. 18.** Il est procédé à l'immatriculation d'une arme de chasse ou de sport qu'un arrêté royal classe dans la catégorie des armes de défense ou dans celle des armes de guerre de la manière suivante :

1° avant la fin du sixième mois qui suit l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de classement, le propriétaire de l'arme se présente chez le chef de corps de la police communale de son domicile ou son préposé, ou, à défaut de police communale, chez le commandant de la brigade de gendarmerie de son domicile ou son préposé, muni de l'arme et de tout document permettant d'en établir les caractéristiques techniques;

2° le propriétaire de l'arme peut mandater à cette fin une personne agréée en lui remettant une procuration et une photocopie de sa carte d'identité;

3° si l'arme faisant l'objet de l'immatriculation est une arme de défense, le chef de corps de la police communale ou son préposé, ou le commandant de la brigade de gendarmerie ou son préposé délivre immédiatement au déclarant une autorisation de détention conformément aux articles 10, alinéa 1 et 12, alinéa 3;

4° si l'arme faisant l'objet de l'immatriculation est une arme de guerre, le chef de corps de la police communale ou son préposé, ou le commandant de la brigade de gendarmerie ou son préposé délivre immédiatement au déclarant un certificat provisoire d'immatriculation, conforme au modèle n° 6 figurant en annexe; il transmet la demande d'immatriculation au gouverneur de province compétent qui délivre une autorisation de détention selon les modalités visées aux articles 10, alinéa 1er et 12, alinéa 3, et l'adresse au demandeur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le mois de la réception de la demande.

#### CHAPITRE VI. — Des autorisations de possession d'un dépôt d'armes de défense ou de guerre ou de munitions pour ces armes (article 16 de la loi)

**Art. 19.** La demande d'autorisation de possession d'un dépôt d'armes de défense, d'armes de guerre ou de munitions pour ces armes est adressée au gouverneur de la province du lieu du dépôt.

Elle contient au moins les mentions suivantes :

1° l'identification du demandeur : nom, nationalité, adresse, lieu et date de naissance;

2° l'identification du dépôt : adresse du dépôt, nombre et nature des armes et des munitions en dépôt;

3° les motifs de la demande.

**Art. 20.** L'autorisation de possession d'un dépôt est conforme au modèle n° 7 figurant en annexe.

Elle doit être remise aux fins de contrôle à toute réquisition des membres des services mentionnés à l'article 24 de la loi et ne dispense pas le titulaire d'obtenir des autorisations de détention pour les armes constituant le dépôt.

L'article 13, alinéa 2, lui est applicable.

En cas de suspension ou de retrait de l'autorisation conformément à l'article 16, alinéa 2, de la loi, le gouverneur notifie sa décision motivée au titulaire de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Art. 21.** Constitue un dépôt d'armes la réunion en un même lieu :

1° de plus de cinq armes de guerre;

2° ou de plus de cinq armes de défense de même calibre ou tirant la même munition;

Vrijgesteld van die voorwaarde is de houder van een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweerwapen :

1° die bedoeld wapen draagt op de vuurlijn van een schietbaan, waarvan de toegang door de exploitant wordt gereserveerd voor bepaalde personen of voor bepaalde organisaties en de leden ervan, en waarvan de exploitatie op geldige wijze is toegestaan;

2° die zich van zijn woonplaats naar zijn verblijfplaats begeeft of van één van die plaatsen naar een schietbaan of naar de plaats waar een erkend persoon zijn activiteit uitoefent, en het wapen in ongeladen toestand en buiten handbereik vervoert, hetzij in een afgesloten handkoffer, hetzij in een willekeurige verpakking op voorwaarde dat het wapen uitgerust is met een onafhankelijk mechanisme dat het aftuiven tijdelijk belet.

In de gevallen bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, is de houder ertoe gehouden de vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen bij zich te dragen.

#### HOOFDSTUK V. — Inschrijving van verweer- of oorlogswapens (artikel 14, eerste lid, van de wet)

**Art. 18.** De inschrijving van een jacht- of sportwapen dat bij koninklijk besluit is ingedeeld in de categorie van de verweerwapens of in die van de oorlogswapens geschiedt op volgende wijze :

1° voor het einde van de zesde maand te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende indeling van de wapens meldt de eigenaar zich met het wapen en de stukken die de vaststelling van de technische kenmerken ervan mogelijk maken, bij de korpschef van de gemeentepolitie van zijn woonplaats of zijn aangestelde, of bij gebrek aan gemeentepolitie, bij de commandant van de Rijkswachtbrigade van zijn woonplaats of zijn aangestelde;

2° de eigenaar van het wapen kan daartoe een erkend persoon opdracht geven door hem een volmacht en een fotokopie van zijn identiteitskaart te geven;

3° indien het wapen waarop de inschrijving betrekking heeft, een verweerwapen is, reikt de korpschef van de gemeentepolitie, zijn aangestelde, de commandant van de Rijkswachtbrigade of zijn aangestelde aan de aangever onmiddellijk een vergunning tot voorhanden hebben uit, overeenkomstig de artikelen 10, eerste lid, en 12, derde lid;

4° indien het wapen waarop de inschrijving betrekking heeft, een oorlogswapen is, reikt de korpschef van de gemeentepolitie, zijn aangestelde, de commandant van de Rijkswachtbrigade of zijn aangestelde aan de aangever onmiddellijk een voorlopig getuigschrift van inschrijving uit, opgemaakt overeenkomstig het model nr. 6 in bijlage; hij doet de aanvraag tot inschrijving toekomen aan de bevoegde provinciegouverneur die de vergunning tot voorhanden hebben van het wapen op de wijze omschreven in de artikelen 10, eerste lid en 12, derde lid, binnen één maand te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toezendt aan de aangever.

#### HOOFDSTUK VI. — Vergunning tot het bezitten van een opslagplaats van verweer- of oorlogswapens of van munitie voor die wapens (artikel 16 van de wet)

**Art. 19.** De aanvraag van een vergunning tot het bezitten van een opslagplaats van verweerwapens, van oorlogswapens of van munitie voor die wapens moet worden gericht tot de gouverneur van de provincie waar de opslagplaats is gelegen.

De aanvraag moet ten minste volgende vermeldingen bevatten :

1° de identificatie van de aanvrager : naam, nationaliteit, adres, plaats en datum van geboorte;

2° de identificatie van de opslagplaats : adres van de opslagplaats, aantal en aard van de opgeslagen wapens en munitie;

3° de redenen van de aanvraag.

**Art. 20.** De vergunning tot het bezitten van een opslagplaats wordt opgemaakt overeenkomstig het model nr. 7 in bijlage.

Zij moet worden overhandigd wanneer de leden van de diensten bedoeld in artikel 24 van de wet in het kader van het door hen uitgeoefende toezicht daarom verzoeken en stelt de houder ervan niet vrij van de verplichting om een vergunning te bezitten voor het voorhanden hebben van de opgeslagen wapens.

Artikel 13, tweede lid, is op hem van toepassing.

In geval van schorsing of intrekking van de vergunning overeenkomstig artikel 16, tweede lid, van de wet, geeft de gouverneur bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de houder van de vergunning kennis van zijn met redenen omklede beslissing.

**Art. 21.** Wordt beschouwd als een opslagplaats de verzameling op een zelfde plaats :

1° van meer dan vijf oorlogswapens;

2° of van meer dan vijf verweerwapens van hetzelfde kaliber of meer dan vijf verweerwapens die vuren met dezelfde munitie;

3° ou de plus de dix armes de défense et de guerre.  
Ne sont pas prises en compte pour l'application du présent article, les armes à feu de défense visées à l'article 5, alinéa 3, de la loi.

**CHAPITRE VII. — Des pièces détachées et des accessoires pour armes à feu (article 27 de la loi)**

**Art. 22.** Les dispositions prévues aux articles 9 à 14, 19 à 21, 23, 24, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 27 et 34 sont applicables aux pièces détachées des armes à feu de défense ou de guerre soumises à l'épreuve légale et aux accessoires qui, montés sur une arme à feu, ont pour effet de modifier la catégorie à laquelle l'arme est réputée appartenir.

Toutefois, les articles 9 à 14 ne s'appliquent pas lorsqu'une personne agréée cède au titulaire d'une autorisation de détention d'une arme à feu de défense ou de guerre, une pièce détachée soumise à l'épreuve légale en remplacement d'une pièce défectueuse de l'arme faisant l'objet de l'autorisation. Dans ce cas, la pièce défectueuse est détruite au banc d'épreuves des armes à feu.

**CHAPITRE VIII. — Des mesures destinées à la constatation des ventes et cessions des armes à feu et des munitions (article 25 de la loi)**

**Art. 23.** Les personnes agréées tiennent :

1° un registre conforme au modèle A figurant en annexe où elles inscrivent les armes à feu de défense ou de guerre qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;

2° un registre conforme au modèle B figurant en annexe où elles inscrivent les armes à feu de chasse ou de sport qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;

3° un registre conforme au modèle C figurant en annexe où elles inscrivent les munitions pour les armes à feu de défense ou de guerre qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;

4° un registre conforme au modèle D figurant en annexe où elles inscrivent :

a) les pièces détachées qui sont soumises à l'épreuve légale et qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent;

b) les accessoires qu'elles acquièrent, fabriquent, détiennent ou cèdent, et qui, montés sur une arme à feu, ont pour effet de modifier la catégorie à laquelle l'arme est réputée appartenir.

Ces registres doivent être présentés à toute réquisition des membres des services visés à l'article 24 de la loi.

Ils sont conservés par la personne agréée. En cas de cessation d'activité, ils sont déposés dans le mois au registre central des armes visé à l'article 28.

Les pages de ces registres sont numérotées.

**Art. 24.** En cas d'exportation directe à destination d'un particulier, d'une arme à feu de défense ou de guerre, les personnes agréées transmettent dans les huit jours de l'exportation un avis d'exportation directe, conforme au modèle n° 8 figurant en annexe, au registre central des armes visé à l'article 28.

Le cédant conserve une copie de cet avis et en transmet une autre copie à l'acquéreur.

Il en est de même en cas d'exportation directe à destination d'un particulier, d'une arme à feu de chasse ou de sport.

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** La cession d'armes à feu de chasse ou de sport à des personnes non agréées ne peut être faite que sur présentation d'une carte d'identité ou d'un passeport.

Un avis de cession, conforme au modèle n° 9 figurant en annexe, est transmis par le cédant, dans les huit jours de la cession, à la police communale du domicile de l'acquéreur ou, à défaut de police communale, à la brigade de gendarmerie, ou, si celui-ci n'est pas domicilié en Belgique, au registre central des armes visé à l'article 28. Le cédant conserve une copie de cet avis et en remet une autre copie à l'acquéreur.

§ 2. En cas de cession d'une arme à feu de chasse ou de sport entre personnes non agréées, un avis de cession conforme au modèle n° 9 figurant en annexe est transmis par le cédant, dans les huit jours de la cession, à la police communale du domicile de l'acquéreur ou, à défaut de police communale, à la brigade de gendarmerie, ou si celui-ci n'est pas domicilié en Belgique, au registre central des armes visé à l'article 28.

3° of van meer dan tien verweer- en oorlogswapens.

De verweervuurwapens bedoeld in artikel 5, derde lid, van de wet worden voor de toepassing van dit artikel niet in aanmerking genomen.

**HOOFDSTUK VII. — Losse onderdelen van en hulpstukken voor vuurwapens (artikel 27 van de wet)**

**Art. 22.** De bepalingen van de artikelen 9 tot 14, 19 tot 21, 23, 24, eerste en tweede lid, 27 en 34 zijn van toepassing op de losse onderdelen van verweervuurwapens en oorlogswapens, die onderworpen zijn aan de wettelijk voorgeschreven proef, alsook op de hulpstukken die, aangebracht op het vuurwapen, tot gevolg hebben dat het wapen in een andere categorie wordt ondergebracht.

De artikelen 9 tot 14 zijn evenwel niet van toepassing wanneer een erkend persoon een aan de wettelijk voorgeschreven proef onderworpen los onderdeel van een verweervuurwapen of oorlogswapen overdraagt aan de houder van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen met het oog op de vervanging van een defect onderdeel van het wapen waarop de vergunning betrekking heeft. In dat geval wordt het defecte onderdeel in de proefbank voor vuurwapens vernietigd.

**HOOFDSTUK VIII. — Maatregelen met het oog op de vaststelling van de verkoop en de overdracht van vuurwapens en munitie (artikel 25 van de wet)**

**Art. 23.** De erkende personen houden :

1° een register in de vorm van het model A in bijlage waarin zij de verweer- of oorlogsvuurwapens inschrijven die zij verkrijgen, vervaardigen, in hun bezit houden of overdragen;

2° een register in de vorm van het model B in bijlage waarin de jacht- of sportvuurwapens die zij verkrijgen, vervaardigen, in hun bezit houden of overdragen, worden ingeschreven;

3° een register in de vorm van het model C in bijlage waarin de munitie voor de verweer- of oorlogsvuurwapens die zij verkrijgen, vervaardigen, in hun bezit houden of overdragen, wordt ingeschreven;

4° een register in de vorm van het model D in bijlage waarin zij het volgende inschrijven :

a) de aan de wettelijk voorgeschreven proef onderworpen losse onderdelen die zij verkrijgen, vervaardigen, in hun bezit houden of overdragen;

b) de hulpstukken die zij verkrijgen, vervaardigen, in hun bezit houden of overdragen wanneer die stukken, aangebracht op een vuurwapen, tot gevolg hebben dat het wapen in een andere categorie wordt ondergebracht.

Die registers moeten worden overgelegd wanneer de leden van de diensten bedoeld in artikel 24 van de wet daarom verzoeken.

Zij worden bewaard door de erkende persoon. Bij de beëindiging van de activiteit worden zij binnen een maand neergelegd bij het centraal wapenregister bedoeld in artikel 28.

De bladzijden van die registers worden genummerd.

**Art. 24.** Ingeval een verweer- of oorlogsvuurwapen rechtstreeks wordt uitgevoerd naar een particulier, moeten de erkende personen binnen acht dagen te rekenen vanaf de uitvoer een bericht van rechtstreekse uitvoer, opgemaakt overeenkomstig het model nr. 8 in bijlage, doen toekomen aan het centraal wapenregister bedoeld in artikel 28.

De overdrager bewaart een afschrift van dat bericht en zendt een ander afschrift naar de verkrijger.

Zulks geldt ook wanneer een jacht- of sportvuurwapen rechtstreeks naar een particulier wordt uitgevoerd.

**Art. 25. § 1.** De overdracht van jacht- of sportvuurwapens aan niet erkende personen kan slechts geschieden na overlegging van een identiteitskaart of een reispas.

Een bericht van overdracht, opgemaakt overeenkomstig het model nr. 9 in bijlage, wordt door de overdrager binnen acht dagen te rekenen vanaf de overdracht toegezonden aan de gemeentepolitie van de woonplaats van de verkrijger of, bij gebrek aan gemeentepolitie, aan de rijkswachbrigade, of, ingeval deze laatste geen woonplaats in België heeft, aan het centraal wapenregister bedoeld in artikel 28. De overdrager bewaart een afschrift van dat bericht en doet een ander afschrift toekomen aan de verkrijger.

§ 2. In geval van overdracht van een jacht- of sportvuurwapen tussen niet erkende personen doet de overdrager binnen acht dagen te rekenen vanaf de overdracht, een bericht van overdracht, opgemaakt overeenkomstig het model nr. 9 in bijlage, toekomen aan de gemeentepolitie van de woonplaats van de verkrijger, of bij gebrek aan gemeentepolitie, aan de rijkswachbrigade, of, ingeval deze laatste geen woonplaats in België heeft, aan het centraal wapenregister bedoeld in artikel 28.

Le cédant conserve une copie de cet avis, et en remet une autre copie à l'acquéreur.

Si l'arme a fait l'objet de la délivrance d'un formulaire 11ter, conformément à l'article 32bis de l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ou d'un formulaire n° 9 figurant en annexe, il avise en outre, de la cession, la police communale de son domicile, ou, à défaut de police communale, la brigade de gendarmerie.

§ 3. En cas de cession d'une arme à feu de chasse ou de sport par une personne non agréée à une personne agréée, et lorsque l'arme a fait l'objet de la délivrance d'un formulaire 11ter, conformément à l'article 32bis de l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, ou d'un formulaire n° 9 figurant en annexe, le cédant transmet, dans les huit jours de la cession un formulaire conforme au modèle n° 9 figurant en annexe, à la police communale de son domicile ou, à défaut de police communale, à la brigade de gendarmerie.

§ 4. Les paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3 s'appliquent à la cession d'une arme de défense dans les conditions prévues à l'article 5, alinéa 3, de la loi.

§ 5. Les formulaires d'avis de cession sont disponibles auprès des services de police et de gendarmerie, ainsi qu'auprès des personnes agréées.

Art. 25. Les membres des greffes des cours et tribunaux qui reçoivent des services de police une arme à feu en dépôt à la suite d'une saisie ou d'un abandon volontaire, établissent un formulaire conforme au modèle n° 10 figurant en annexe.

Il en va de même pour les membres des services de police qui reçoivent une arme à feu suite à un dépôt temporaire.

Art. 27. Les personnes agréées qui fabriquent des fusils pliants destinés à l'exportation ou d'autres armes prohibées dont la fabrication pour l'exportation est autorisée, sont tenues d'informer de leurs activités le gouverneur de la province où l'activité faisant l'objet de l'agrément est exercée, et de tenir un registre conforme à l'article 23, 1<sup>o</sup>.

#### CHAPITRE IX. — Du registre central des armes

Art. 28. Il est institué au sein du commissariat général de la police judiciaire près les parquets un registre central des armes.

Ce registre est accessible au Ministre de la Justice ou à son délégué, au Ministre de l'Intérieur ou à son délégué, aux gouverneurs de province ou à leur délégué, aux procureurs généraux près les cours d'appel, à l'auditeur général près la cour militaire, aux juges d'instructions, aux procureurs du Roi, aux auditeurs militaires, aux membres de la police judiciaire près les parquets, de la gendarmerie et de la police communale, et au directeur du banc d'épreuves des armes à feu.

Les informations obtenues ne peuvent être utilisées que pour la gestion des documents prévus à l'article 29, et dans le cadre des missions de police judiciaire et administrative de ces autorités et services. Elles ne peuvent faire l'objet d'aucune communication à des tiers, particuliers ou personnes morales, ni à des autorités autres que celles reprises à l'alinéa 2.

Les informations relatives à l'acquisition ou la cession d'armes à feu en Belgique par des ressortissants étrangers sont communiquées aux autorités judiciaires et services de police du pays dont ces personnes sont ressortissantes à l'intervention du commissariat général de la police judiciaire.

Art. 29. Le registre visé à l'article 28 ne contient que les informations relatives aux documents suivants :

- 1<sup>o</sup> le volet B de l'autorisation de détention d'une arme à feu de défense ou de guerre visé à l'article 11, alinéa 3;
- 2<sup>o</sup> les avis de cession d'une arme à feu de chasse ou de sport visés à l'article 25;
- 3<sup>o</sup> les permis de port d'une arme de défense, visés à l'article 16;
- 4<sup>o</sup> les avis d'exportation directe d'une arme à feu visés à l'article 24;
- 5<sup>o</sup> les agréments visés aux articles 3 et 5;
- 6<sup>o</sup> les autorisations de possession d'un dépôt d'armes à feu de défense ou de guerre, ou de munitions visées à l'article 20;
- 7<sup>o</sup> les formulaires relatifs à la saisie, à l'abandon volontaire ou au dépôt temporaire d'une arme à feu visés à l'article 28;

De overdrager bewaart een afschrift van dat bericht en doet een ander afschrift toekomen aan de verkrijger.

Indien het wapen het onderwerp was van een formulier 11ter, opgemaakt overeenkomstig artikel 32bis van het koninklijk besluit van 14 juni 1933, tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie of van een formulier nr. 9 in bijlage, geeft hij bovendien kennis van de overdracht aan de gemeentepolitie van zijn woonplaats of, bij gebrek aan gemeentepolitie, aan de rijkswachtbrigade.

§ 3. Ingeval van overdracht van een jacht- of sportvuurwapen door een niet erkend persoon aan een erkend persoon, en wanneer het wapen het onderwerp was van een formulier 11ter, opgemaakt overeenkomstig artikel 32bis van het koninklijk besluit van 14 juni 1933, tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, of van een formulier nr. 9 in bijlage, doet de overdrager binnen de acht dagen van de overdracht, aan de gemeentepolitie van zijn woonplaats, of, bij gebrek aan gemeentepolitie, aan de rijkswachtbrigade een formulier overeenkomstig het model nr. 9 in bijlage toekomen.

§ 4. De paragrafen 1, 2 en 3 zijn van toepassing op de overdracht van een verweerwapen, onder de voorwaarden bepaald in artikel 5, derde lid, van de wet.

§ 5. De formulieren voor de berichten van overdracht zijn beschikbaar bij de diensten van politie en rijkswacht, alsook bij de erkende personen.

Art. 26. De leden van de griffie van de hoven en rechtbanken, bij wie de politiediensten naar aanleiding van een inbeslagneming of een vrijwillige afstand een vuurwapen in bewaring geven, maken een formulier op overeenkomstig het model nr. 10 in bijlage.

Zulks geldt eveneens voor de leden van de politiediensten die een vuurwapen ontvangen naar aanleiding van een tijdelijke bewaaring.

Art. 27. De erkende personen die voor uitvoer bestemde vougeweren vervaardigen, of andere verboden wapens waarvan de vervaardiging met het oog op de uitvoer ervan is toegestaan, zijn ertoe gehouden van hun activiteit kennis te geven aan de gouverneur van de provincie waar de activiteit wordt uitgeoefend waarop de aanvraag tot erkenning betrekking heeft, alsook een register te houden overeenkomstig artikel 23, 1<sup>o</sup>.

#### HOOFDSTUK IX. — Het centraal wapenregister

Art. 28. Bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten wordt een centraal wapenregister opgericht.

Dat register is toegankelijk voor de Minister van Justitie of zijn gemachtigde, voor de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde, voor de provinciegouverneurs en hun gemachtigde, voor de procureurs-generaal bij de hoven van beroep, voor de auditor-generaal bij het militair gerechtshof, voor de onderzoeksrechters, voor de procureurs des Konings, voor de krijgsauditeurs, voor de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten, voor de leden van de rijkswacht en van de gemeentepolitie en voor de directeur van de proefbank voor vuurwapens.

De verkregen informatie mag slechts worden aangewend voor het beheer van de in artikel 29 van dit besluit bedoelde stukken, en in het kader van de taken van gerechtelijke en administratieve politie van die overheden en diensten. Zij mogen niet aan derden, particulieren of rechtspersonen, noch aan andere overheden dan die vermeld in het tweede lid, worden medegedeeld.

De gegevens betreffende de verkrijging of de overdracht van vuurwapens in België door burgers van een vreemd land worden door tussenkomst van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie medegedeeld aan de gerechtelijke overheden of de politiediensten van het land waarvan die personen onderdaan zijn.

Art. 29. Het register bedoeld in artikel 28 bevat uitsluitend gegevens die betrekking hebben op de volgende stukken :

- 1<sup>o</sup> deel B van de vergunning tot het voorhanden hebben van een verweer- of oorlogsvuurwapen bedoeld in artikel 11, derde lid;
- 2<sup>o</sup> de berichten van overdracht betreffende een jacht- of sportvuurwapen bedoeld in artikel 25;
- 3<sup>o</sup> de vergunningen tot het dragen van een verweerwapen bedoeld in artikel 16;
- 4<sup>o</sup> de berichten van rechtstreekse uitvoer van een vuurwapen bedoeld in artikel 24;
- 5<sup>o</sup> de erkenningen bedoeld in de artikelen 3 en 5;
- 6<sup>o</sup> de vergunningen tot het bezitten van een opslagplaats van verweer- of oorlogsvuurwapens of van munitie bedoeld in artikel 20;
- 7<sup>o</sup> de formulieren betreffende de inbeslagneming, de vrijwillige afstand of de tijdelijke inbewaaring van een vuurwapen bedoeld in artikel 26;

8° les documents visés à l'article 37 de l'arrêté royal du 14 juin 1933, modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1989, en l'espèce :

- a) les avis de vente, de cession ou d'importation d'une arme à feu de défense;
- b) les avis de vente, de cession ou d'importation d'une arme à feu de guerre;
- c) les certificats d'immatriculation d'une arme à feu de défense;
- d) les avis de vente ou de cession d'une arme à feu de chasse ou de sport;
- e) les permis de port d'une arme de défense;
- f) les autorisations de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre;
- g) les inscriptions des déclarations au registre de fabricant, de marchand d'armes ou de munitions, ou d'artisan armurier.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°, sont seuls mentionnés : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse, les caractéristiques essentielles de l'arme, les éléments d'identification du formulaire concerné et, le cas échéant, l'identité du cédant.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5° et 6°, sont seuls mentionnés : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse, le lieu de l'activité faisant l'objet de l'agrément et les éléments d'identification du formulaire concerné.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, sont seuls mentionnés : l'identité du déposant de l'arme ou du saisi, sa nationalité, son adresse, les caractéristiques essentielles de l'arme et les éléments d'identification du formulaire concerné.

**Art. 30.** Les autorités compétentes sont tenues d'informer le registre central des armes dans les huit jours suivant la délivrance ou la réception des documents visés à l'article 29.

Elles font de même lors des éventuels retraits, révocations, suspensions, restitutions ou modifications les concernant.

#### CHAPITRE X. — Disposition particulière

**Art. 31.** Lorsque la personne qui sollicite une autorisation de détention d'une arme de défense ou un permis de port d'armes de défense, ou une autorisation de possession d'un dépôt d'armes de défense, est une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage au sens de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, l'autorité compétente vérifie auprès du Ministre de l'Intérieur, direction générale de la Police générale du Royaume, que cette demande est conforme aux dispositions de l'arrêté royal du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage.

Avant de délivrer une autorisation de détention d'une arme de défense ou un permis de port d'arme de défense à un membre d'un service de police étranger ou à un membre d'une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage étranger chargé d'une mission de protection des personnes en Belgique, le Ministre de la Justice, administration de la Sûreté publique, prend l'avis du Ministre de l'Intérieur, direction générale de la Police générale du Royaume.

#### CHAPITRE XI. — Dispositions finales

**Art. 32.** L'arrêté royal du 14 juin 1933, réglant l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifié par les arrêtés royaux du 9 janvier 1934, du 6 septembre 1951 et du 8 avril 1989, est abrogé.

**Art. 33.** Pendant la durée d'un an visée à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 janvier 1991, modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, le délai fixé à l'article 3 du présent arrêté est porté à un an.

En cas de refus partiel ou total de l'agrément sollicité par une personne physique ou morale dans le cadre de l'article 24 de la même loi, le recours peut être introduit conformément à l'article 4 du présent arrêté. Ce recours est suspensif de la décision de refus pendant le temps nécessaire à ce qu'il soit statué sur le recours, conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Lorsque le refus d'agrément est définitif, soit à l'expiration du délai de recours, soit à la suite du refus du Ministre de la Justice, la personne concernée dépose les armes à feu qu'elle détient chez une personne agréée, dans le délai fixé dans la décision de refus.

8° de stukken bedoeld in artikel 37 van het koninklijk besluit van 14 juni 1933, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1989, te weten :

- a) de berichten van verkoop, overdracht of invoer van een verweervuurwapen;
- b) de berichten van verkoop, overdracht of invoer van een oorlogsvuurwapen;
- c) de immatriculatiegetuigschriften van een verweervuurwapen;
- d) de berichten van verkoop of overdracht van een jacht- of sportvuurwapen;
- e) de vergunningen tot het dragen van een verweervuurwapen;
- f) de vergunningen tot het bezitten van een opslagplaats van verweer- of oorlogswapens;
- g) de inschrijvingen van de aangiften in het register van het beroep van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar, of van wapenmaker.

Met betrekking tot de toepassing van het eerste lid, 1° tot 4°, worden alleen volgende gegevens vermeld : identiteit van de houder, zijn nationaliteit, zijn adres, de voornaamste kenmerken van het wapen, de identificatiegegevens van het betrokken formulier en, in voorkomend geval, de identiteit van de overdrager.

Met betrekking tot de toepassing van het eerste lid, 5° en 6°, worden alleen volgende gegevens vermeld : identiteit van de houder, zijn nationaliteit, zijn adres, de plaats waar de activiteit waarop de erkenning betrekking heeft, wordt uitgeoefend en de identificatiegegevens van het betrokken formulier.

Met betrekking tot de toepassing van het eerste lid, 7°, worden alleen volgende gegevens vermeld : identiteit van de persoon die het wapen in bewaring geeft of bij wie het in beslag is genomen, zijn nationaliteit, zijn adres, de voornaamste kenmerken van het wapen en de identificatiegegevens van het betrokken formulier.

**Art. 30.** De bevoegde overheden moeten het centraal wapenregister binnen acht dagen in kennis stellen van de uitreiking of van de ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 29.

Zulks geldt ook in geval van intrekking, verval, schorsing, terug-gave of wijziging van die stukken.

#### HOOFDSTUK X. — Bijzondere bepaling

**Art. 31.** Indien de persoon die verzoekt om een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweervuurwapen, tot het dragen van een dergelijk wapen of toelating vraagt tot het bezit van een opslagplaats van verweervuurwapens, een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst is in de zin van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsdiensten en de interne bewakingsdiensten, verifieert de bevoegde overheid bij de Minister van Binnenlandse Zaken, algemene directie van de Algemene Rijks-politie, of dat verzoek is geschied overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 mei 1991 betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten.

Vooraleer het een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweervuurwapen of een vergunning tot het dragen van het verweervuurwapen uitreikt aan een lid van een politiedienst van een vreemd land of aan een lid van een buitenlandse bewakingsonderneming of interne buitenlandse bewakingsdienst belast met de bescherming van personen in België, wint de Minister van Justitie, Bestuur Openbare Veiligheid, het advies in van de Minister van Binnenlandse Zaken, algemene directie van de Algemene Rijkspolitie.

#### HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

**Art. 32.** Het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1934, 6 september 1951 en 8 april 1989, wordt opgeheven.

**Art. 33.** Gedurende een periode van één jaar, bedoeld in artikel 24, eerste lid, van de wet van 30 januari 1991 tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, wordt de termijn vastgelegd in artikel 3 van dit besluit, op één jaar gebracht.

In geval van gedeeltelijke of gehele weigering van de erkenning aangevraagd door een natuurlijke persoon of door een rechtspersoon in het kader van artikel 24 van dezelfde wet, kan overeenkomstig artikel 4 van dit besluit beroep worden ingesteld. Het beroep heeft schorsende kracht ten aanzien van de beslissing houdende de weigering gedurende de tijd nodig om overeenkomstig artikel 5 van dit besluit over het beroep uitspraak te doen.

Wanneer de erkenning definitief is geweigerd, hetzij na beëindiging van de beroepstermijn, hetzij als gevolg van de weigering van de Minister van Justitie, geeft de betrokken persoon de wapens die zij in haar bezit houdt, binnen de termijn bepaald in de beslissing houdende de weigering, in bewaring bij een erkend persoon.



Dans le mois à compter du jour où le refus est définitif, les personnes qui n'obtiennent pas d'agrément doivent déposer les registres qu'elles ont tenus conformément à la loi en vigueur et à ses arrêtés d'application, au registre central des armes.

Les personnes visées à l'article 24 de la même loi qui, à l'issue d'un délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur de la loi, n'ont pas sollicité d'agrément, doivent déposer, dans le mois, les registres qu'elles ont tenus conformément à la loi en vigueur et à ses arrêtés d'application au registre central des armes.

**Art. 34.** Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 janvier 1991, détiennent sans autorisation ou certificat d'immatriculation une arme de chasse ou de sport que la même loi classe dans la catégorie des armes de défense procèdent à son immatriculation comme suit :

Avant l'expiration du délai d'un an après l'entrée en vigueur de la même loi, le propriétaire de l'arme se présente chez le chef de corps de la police communale de son domicile ou son préposé, ou, à défaut de police communale, chez le commandant de la brigade de gendarmerie de son domicile, ou son préposé, muni de l'arme et de tout document permettant d'en établir les caractéristiques techniques.

Le propriétaire de l'arme peut mandater à cette fin une personne agréée en lui remettant une procuration et une photocopie de sa carte d'identité.

Le chef de corps de la police communale ou son préposé, ou le commandant de la brigade de gendarmerie ou son préposé, délivre immédiatement au déclarant une autorisation de détention conformément aux articles 10, alinéa 1<sup>er</sup> et 12, alinéa 3.

La délivrance de l'autorisation de détention est faite gratuitement et ne peut donner lieu à aucune perception d'un droit ou d'une redevance.

**Art. 35.** Les armes de feu visées à l'article 34 ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 21.

**Art. 36.** Les titulaires d'un permis de chasse qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 janvier 1991, détiennent une arme à feu longue semi-automatique de chasse autre que celle visée à l'article 5, alinéa 3 de la loi, sollicitent un permis de port d'arme de défense conformément à l'article 15 avant l'expiration du délai d'un an après l'entrée en vigueur de la loi. Le permis de port d'arme de défense leur est délivré gratuitement pour l'exercice de la chasse.

**Art. 37.** Les articles 11, 14, 22, 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et alinéas 2 et 3, et les articles 24, 25 et 27 s'appliquent aux personnes physiques et morales visées à l'article 24 de la loi du 30 janvier 1991.

A cette fin, et jusqu'à la décision définitive d'agrément ou de refus de celui-ci, elles tiennent les registres conformes aux modèles 10, 11 bis, 12 et 13 annexés à l'arrêté royal du 14 juin 1933.

**Art. 38.** Les articles 23, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et 26 entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

**Art. 39.** Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

**M. WATHELET**

Le Ministre des Affaires économiques,

**W. CLAES**

Le Ministre de l'Intérieur,

**L. TOBBACK**

Binnen een maand te rekenen vanaf de dag waarop de weigering definitief is geworden, moeten de personen die geen erkenning hebben verkregen, de registers die zij overeenkomstig de geldende wet en haar uitvoeringsbesluiten hebben gehouden, bij het centraal wapenregister indienen.

De personen bedoeld in artikel 24 van dezelfde wet, die na verloop van een termijn van een jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de wet, geen erkenning hebben aangevraagd, moeten binnen een maand de registers die zij overeenkomstig de geldende wet en haar uitvoeringsbesluiten hebben gehouden, bij het centraal wapenregister indienen.

**Art. 34.** De personen die bij de inwerkingtreding van de wet van 30 januari 1991 zonder vergunning of immatriculatiegetuigschrift een jacht- of een sportwapen voorhanden hebben dat naar luid van de wet bij de verweerwapens wordt ingedeeld, moeten het op volgende wijze laten inschrijven :

Voor het verstrijken van de termijn van een jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dezelfde wet meldt de eigenaar van het wapen zich met het wapen en met de stukken die de vaststelling van de technische kenmerken ervan mogelijk maken, bij de korpschef van de gemeentepolitie van zijn woonplaats of zijn aangestelde, of bij gebrek aan gemeentepolitie, bij de commandant van de rijkswachtbrigade van zijn woonplaats, of bij diens aangestelde.

De eigenaar van het wapen kan daartoe een erkend persoon opdracht geven door hem een volmacht en een fotokopie van zijn identiteitskaart te geven.

De korpschef van de gemeentepolitie, zijn aangestelde, de commandant van de rijkswachtbrigade of zijn aangestelde, reiken aan de aangever onverwijld een vergunning uit tot het voorhanden hebben van het wapen, overeenkomstig de artikelen 10, eerste lid, en 12, derde lid.

De afgifte van de vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen geschiedt kosteloos en kan geen aanleiding geven tot de inning van rechten of retributies.

**Art. 35.** De wapens bedoeld in artikel 34 worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 21.

**Art. 36.** De houders van een jachtvergunning die op de datum van inwerkingtreding van de wet van 30 januari 1991 andere lange, halfautomatische jachtvuurwapens in hun bezit houden dan die bedoeld in artikel 5, derde lid, van de wet, moeten voor het verstrijken van de termijn van één jaar na de inwerkingtreding van de wet een vergunning tot het dragen van een verweerwapen aanvragen overeenkomstig artikel 15. De vergunning tot het dragen van een verweerwapen wordt hen voor de beoefening van de jacht kosteloos uitgereikt.

**Art. 37.** De artikelen 11, 14, 22, 23, eerste lid, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, en tweede en derde lid, alsmede de artikelen 24, 25 en 27 zijn van toepassing op de natuurlijke personen en de rechtspersonen bedoeld in artikel 24 van de wet van 30 januari 1991.

Tot op het tijdstip dat een definitieve beslissing van erkenning of van weigering ervan wordt gegeven, houden die personen derhalve registers overeenkomstig de modellen 10, 11 bis, 12 en 13, die als bijlage gaan bij het koninklijk besluit van 14 juni 1933.

**Art. 38.** De artikelen 23, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, en 26 worden van kracht op 1 januari 1992.

**Art. 39.** Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

**M. WATHELET**

De Minister van Economische Zaken,

**W. CLAES**

De Minister van Binnenlandse Zaken,

**L. TOBBACK**

Annexe à l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions

Bijlage bij het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens op de handel in munitie

[F-10163]

**MODELE N° 1**

**FORMULE DE DEMANDE D'AGREMENT EN MATIERE D'ARMES ET DE MUNITIONS**

ROYAUME DE BELGIQUE

GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DE .....

DEMANDE D'AGREMENT  
EN MATIERE D'ARMES ET  
DE MUNITIONS

(Art. 1 loi 3/1/1933, mod. 30/1/1991)

1. Identité du demandeur :

.....  
.....  
.....  
.....

2. Description des activités pour lesquelles l'agrément est demandé :

.....  
.....  
.....  
.....

3. Localisation des activités pour lesquelles l'agrément est demandé :

.....  
.....  
.....  
.....

4. Liste des documents joints à la demande :

.....  
.....  
.....  
.....

A ....., le .....

Signature du demandeur

**MODEL NR. 1**

**FORMULIER VOOR DE AANVRAAG OM ERKENNING INZAKE  
WAPENS EN MUNITIE**

KONINKRIJK BELGIE

PROVINCIAAL GOVERNEMENT  
VAN.....

AANVRAAG OM ERKENNING  
INZAKE WAPENS EN MUNITIE

(Art. 1 wet 3/1/1933, gew. 30/1/1991)

1. Identiteit van de aanvrager :

.....  
.....  
.....  
.....

2. Beschrijving van activiteiten waarvoor de erkenning wordt gevraagd :

.....  
.....  
.....  
.....

3. Lokalisatie van de activiteiten :

.....  
.....  
.....  
.....

4. Lijst van de bij de aanvraag te voegen stukken :

.....  
.....  
.....  
.....

Te....., op .....

Handtekening van de aanvrager

**MODELE N° 2**

**FORMULE DE CERTIFICAT D'AGREMENT EN MATIERE D'ARMES  
ET DE MUNITIONS**

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE LA JUSTICE  
GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DE .....

CERTIFICAT D'AGREMENT  
EN MATIERE D'ARMES ET  
DE MUNITIONS

N° 2/././....

(Art.1 & 2 loi du 3/1/1933,  
mod. 30/1/1991)

Identité de la personne agréée :

.....  
.....  
.....  
.....

Localisation des activités faisant l'objet de l'agrément :

.....  
.....  
.....  
.....

Types d'activités faisant l'objet de l'agrément :

.....  
.....  
.....  
.....

Types d'armes et/ou de munitions visées :

.....  
.....  
.....  
.....

A ....., le .....

Signature du  
Gouverneur de province  
ou du Ministre de la Justice

**MODEL NR. 2**

**FORMULIER VOOR HET GETUIGSCHRIFT VAN ERKENNING**

**INZAKE WAPENS EN MUNITIE**

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN JUSTITIE  
PROVINCIAAL GOVERNEMENT  
VAN.....

GETUIGSCHRIFT VAN ERKENNING  
INZAKE WAPENS EN MUNITIE

(Art. 1 & 2 wet 3/1/1933, gew. 30/1/1991)

Identiteit van de erkende persoon :

.....  
.....  
.....  
.....

Localisatie van de door de erkenning bedoelde activiteiten :

.....  
.....  
.....  
.....

Types van de door de erkenning bedoelde activiteiten :

.....  
.....  
.....  
.....

Types van bedoelde wapens en/of munitie :

.....  
.....  
.....  
.....

Te....., op .....

Handtekening van  
de Provinciegouverneur of  
van de Minister van Justitie

**MODELE N° 3**

**FORMULE DE CERTIFICAT D'AGREMENT POUR COLLECTION  
OU MUSEE D'ARMES ET DE MUNITIONS**

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DE LA JUSTICE  
GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DE .....

CERTIFICAT D'AGREMENT  
POUR COLLECTIONS ET MUSEES  
D'ARMES ET DE MUNITIONS

N° 3/././....

(Art.1 & 2 loi du 3/1/1933,  
mod. 30/1/1991)

Identité de la personne agréée :

.....  
.....  
.....  
.....

Localisation des activités faisant l'objet de l'agrément :

.....  
.....  
.....

Types d'activités faisant l'objet de l'agrément :

.....  
.....  
.....

Types d'armes et/ou de munitions visées :

.....  
.....  
.....

A ....., le .....

Signature du  
Gouverneur de province  
ou du Ministre de la Justice

**MODEL NR. 3**

**FORMULIER VOOR HET GETUIGSCHRIFT VAN ERKENNING VAN MUSEUM OF VERZAMELING VAN WAPENS EN MUNITIE**

KONINKRIJK BELGIE

MINISTERIE VAN JUSTITIE  
PROVINCIAAL GOVERNEMENT  
VAN .....

GETUIGSCHRIFT VAN ERKENNING  
VAN MUSEUM OF VERZAMELING VAN  
WAPENS EN MUNITIE

(Art. 1 & 27 wet 3/1/1933, gew. 30/1/1991)

Identiteit van de erkende persoon :

.....  
.....  
.....  
.....

Localisatie van de door de erkenning bedoelde activiteiten :

.....  
.....  
.....  
.....

Types van de door de erkenning bedoelde activiteiten :

.....  
.....  
.....  
.....

Types van bedoelde wapens en/of munitie :

.....  
.....  
.....  
.....

Te....., op .....

Handtekening van  
de Provinciegouverneur of  
van de Minister van Justitie

**MODELE N° 4**  
**FORMULE D'AUTORISATION DE DETENTION D'UNE ARME A FEU DE DEFENSE OU DE GUERRE**

<p align="center"><b>MOUVRE N° 4</b> <b>TALON DU CARNET A SOUCHE</b></p> <p align="center">N° 4 / ..... / ... / .....</p> <p><b>AUTORISATION DE DETENTION D'UNE ARME A FEU DE DEFENSE / DE GUERRE (1)</b>          pour une arme acquise / importée / immatriculée / trouvée / léguée (1)</p> <p><b>Identité du titulaire :</b>          Nom : _____          Prénoms : _____          Lieu de naissance : _____          Date de naissance : _____          Nationalité : _____          Adresse : _____</p> <p align="right">Délivré le : _____</p>	<p align="center"><b>MOUVRE N° 4</b> <b>VOLET A</b> (A CONSERVER PAR LE TITULAIRE)</p> <p align="center">ROYAUME DE BELGIQUE N° 4 / ..... / ... / .....</p> <p><b>AUTORISATION DE DETENTION D'UNE ARME A FEU DE DEFENSE / DE GUERRE (1)</b>          Ministère de la Justice      Police communale          Gouvernement provincial      Brigade de gendarmerie          de (1) _____</p> <p><b>Identité et adresse du titulaire :</b>          _____          _____          _____</p> <p><b>Nature et calibre de l'arme :</b>          A _____, le _____          Signature du titulaire _____          Signature et cachet de l'autorité _____</p> <p><b>Caractéristiques de l'arme acquise / importée / immatriculée / trouvée / léguée (1)</b>          Nature : _____          Marque : _____          Modèle et type : _____          Calibre : _____          Numéro de série : _____</p> <p><b>Date de l'opération :</b>  <b>En cas d'acquisition, identification du cédant et de son titre de détention (2) :</b>          _____          _____</p> <p><b>En cas d'importation, identification du bureau des douanes :</b>          _____          _____</p>	<p align="center"><b>MOUVRE N° 4</b> <b>VOLET B</b></p> <p align="center">ROYAUME DE BELGIQUE N° 4 / ..... / ... / .....</p> <p><b>ATTESTATION DE CESSION OU D'IMPORTATION</b>          à transmettre à l'autorité qui a délivré l'autorisation de détention (volet A)</p> <p><b>ATTESTATION DE DETENTION (1)</b>          à conserver par l'autorité qui a délivré l'autorisation de détention pour une arme immatriculée, trouvée ou léguée</p> <p><b>Identité et adresse du titulaire de l'autorisation :</b>          _____          _____          _____</p> <p><b>Caractéristiques de l'arme :</b>          Nature : _____          Marque : _____          Modèle et type : _____          Calibre : _____          Numéro de série : _____</p> <p><b>Date de l'opération :</b>  <b>En cas d'acquisition, identification du cédant et de son titre de détention (2) :</b>          _____          _____</p> <p><b>En cas d'importation, identification du bureau des douanes :</b>          _____          _____</p> <p><b>En cas d'immatriculation, de découverte ou de legs, résumé des circonstances :</b>          _____          _____</p> <p align="right">Signature du titulaire _____          Signature du cédant ou du préposé des douanes _____</p>
---	--	---

(1) - Indiquer l'arme (armes) impliquées.  
 (2) - Indiquer en outre le no d'acquisition de la personne-agrèée ou le no d'autorisation de détention de l'arme.

(1) - Indiquer l'arme (armes) impliquées.  
 (2) - Indiquer en outre le no d'acquisition de la personne-agrèée ou le no d'autorisation de détention de l'arme.

(1) - Indiquer l'arme (armes) impliquées.



MODEL N° 4  
 FORMULIER VOOR VERGUNNING TOT VOORHANDEN HEBBEN  
 VAN EEN VERWEER- / OORLOGSVUURWAPEN

AFD. N° 1 STROOK VAN HET SOUCHEBOEKJE N° 4 / ..... / .. / .....	AFD. N° 2 DEELA (VOOR DE HOUDER TE BEWAREN) KONINKRIJK BELGIE N° 4 / ..... / .. / .....	AFD. N° 3 DEEL B KONINKRIJK BELGIE N° 4 / ..... / .. / .....
<p><b>VERGUNNING TOT HET VOORHANDEN HEBBEN VAN EEN VERWEER- / OORLOGSVUURWAPEN (1)</b>                      Ministerie van Justitie                      Provinciaal gouvernement                      van (1) .....</p> <p><b>Identiteit en adres van de houder :</b> .....</p> <p><b>Aard en kaliber van het wapen :</b> .....</p> <p>Te ....., op .....</p> <p>Handtekening van de houder ..... Handtekening en zegel van de overheid .....</p> <p><b>Kenmerken van het verkregen / ingevoerd / ingeschreven / gevonden / vermaakte wapen (1)</b>                      Aard : .....</p> <p>Merk : .....</p> <p>Model en type : .....</p> <p>Kaliber : .....</p> <p>Serienummer : .....</p> <p><b>Datum van de operatie :</b> .....</p> <p><b>In geval van verkrijging, identificatie van de overdrager (2) :</b> .....</p> <p><b>In geval van invoer, identificatie van het douanekantoor :</b> .....</p>	<p><b>ATTEST VAN OVERDRACHT OF INVOER</b>                      toe te zenden aan de overheid die de vergunning tot het voorhanden hebben uitgereikt heeft (deel A).  <b>ATTEST TOT VOORHANDEN HEBBEN (1)</b>                      te bewaren door de overheid die de vergunning tot het voorhanden hebben uitgereikt heeft</p> <p><b>Identiteit en adres van de houder van de vergunning :</b> .....</p> <p><b>Kenmerken van het wapen :</b> .....</p> <p>Aard : .....</p> <p>Merk : .....</p> <p>Model en type : .....</p> <p>Calibre : .....</p> <p>Serienummer : .....</p> <p><b>Datum van de operatie :</b> .....</p> <p><b>In geval van verkrijging, identificatie van de overdrager (2) :</b> .....</p> <p><b>In geval van invoer, identificatie van het douanekantoor :</b> .....</p> <p><b>In geval van ingeschreven, gevonden of vermaakt wapen, vermelding van de omstandigheden :</b> .....</p> <p>Handtekening van de houder ..... Handtekening van de overdrager of van de douanebeambte .....</p>	<p>(1) wapenval onmiddels.                      (2) Bepaal verder het nummer van de aangenomen persoon of het nummer van vergunning tot het voorhanden hebben van het wapen bij zich te dragen.</p>

**MODELE N° 5  
FORMULE DE PERMIS DE PORT D'ARME DE DEFENSE (recto/verso)**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE (1)

---

**Identité du titulaire :**

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

Lieu et date de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

PHOTO

N° 041 591

Signature du titulaire

(1) Biffer les mentions inutiles.

**Caractéristiques de l'arme :**

Nature : \_\_\_\_\_

Marque : \_\_\_\_\_

Modèle et type : \_\_\_\_\_

Calibre : \_\_\_\_\_

Numéro de série : \_\_\_\_\_

**Conditions et modalités :**

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Délivré le \_\_\_\_\_

Valable jusqu'au \_\_\_\_\_

Signature du ministre  
ou du gouverneur

1er renouvellement le _____ Valable jusqu'au : _____ Signature	2ème renouvellement le _____ Valable jusqu'au : _____ Signature
---	--

1 — Nul ne peut porter une arme de défense si ce n'est pour un motif légitime et moyennant la possession d'un permis de port d'arme, délivré par le gouverneur de la province du domicile du requérant.

Si le requérant n'est pas domicilié en Belgique, le permis de port d'arme est délivré par le Ministre de la Justice ou son délégué.

Le permis de port d'arme est délivré pour une durée maximale de trois ans, mentionne les conditions auxquelles est subordonné le port d'arme et doit être porté en même temps que l'arme.

L'autorité qui a délivré un permis de port d'arme peut le suspendre ou le retirer par une décision motivée, s'il apparaît que le port de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public, que les conditions auxquelles est subordonné le port de l'arme ne sont pas respectées ou que les motifs invoqués pour obtenir le permis n'existent plus.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au port, par le titulaire d'un permis de chasse, à l'occasion de la chasse, d'une arme longue semi-automatique, conçue pour la chasse, et dont le chargeur ou le magasin a une capacité de deux cartouches au plus et est inamovible ou intransformable (Art. 7, loi 1933).

2 Le titulaire du permis (ou ses ayants-droits) est tenu d'informer, dans les quinze jours, l'autorité concernée en cas de décès, de changement de domicile ou de toute autre circonstance susceptible de modifier une mention relative au titulaire. Celui-ci agit de même en cas de perte, de destruction ou de vol de

l'arme, ou en toute autre circonstance de nature à engendrer une modification d'une mention relative à l'arme (Art. 16, al. 2 et 13, al. 2, A.R. 1991)

3 En cas de retrait ou de suspension du permis, le ministre de la Justice, ou le gouverneur de la province notifie sa décision au titulaire de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. (Art. 16, al. 2 et 14, al. 1er, A.R. 1991)

4. Toute personne qui porte une arme de défense en dehors de son domicile ou de sa résidence doit être titulaire d'un permis de port d'arme de défense. Est dispensé de cette condition le titulaire d'une autorisation de détention d'une arme de défense :

1° qui porte cette arme sur le pas de tir d'un stand de tir dont l'accès est réservé par l'exploitant à certaines personnes ou certaines organisations et à leurs membres, et dont l'exploitation est dûment autorisée.

2° qui transporte cette arme non chargée et hors de portée, soit dans une valise fermée à clef, soit dans un emballage quelconque à la condition que l'arme soit munie d'un dispositif indépendant empêchant temporairement son utilisation, sur le trajet entre son domicile et sa résidence, ou entre un de ces lieux et un stand de tir ou le lieu d'activité d'une personne agréée.

Dans les cas visés au 1° et 2°, le titulaire est tenu d'être porteur de l'autorisation de détention. (Art. 17, A.R. 1991)

**ROYAUME DE BELGIQUE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

PROVINCE DE : \_\_\_\_\_

**PERMIS  
DE PORT D'ARME  
DE DEFENSE**

N° 5 / . / . / .....



**MODELE N° 6**

**FORMULE DE CERTIFICAT PROVISOIRE D'IMMATRICULATION**

ROYAUME DE BELGIQUE

POLICE COMMUNALE  
BRIGADE DE GENDARMERIE  
DE .....

CERTIFICAT PROVISOIRE  
D'IMMATRICULATION

(art. 14 loi 3/1/1933, Mod. 30/1/1991)

N° 6/././.....

Identité du titulaire :

- Nom : .....
- Prénom : .....
- Lieu et date de naissance : .....
- Nationalité : .....
- Adresse : .....

Caractéristiques de l'arme :

- Nature : .....
- Marque : .....
- Modèle et type : .....
- Calibre : .....
- Numéro de série : .....

A ....., le .....

Signature du chef de corps  
ou du commandant de brigade

- Délivré pour une arme à feu qui passe de la catégorie "armes de chasse ou de sport" à la catégorie "armes de guerre".
- Valable jusqu'à la délivrance d'une autorisation de détention par le gouverneur de province.

**MODEL NR. 6**

**FORMULIER VOOR HET VOORLOPIG GETUIGSCHRIFT VAN  
INSCHRIJVING**

**KONINKRIJK BELGIE**

**GEMEENTEPOLITIE  
RIJKSWACHTBRIGADE  
TE.....**

**VOORLOPIG GETUIGSCHRIFT  
VAN INSCHRIJVING**

(Art. 14 wet 3/1/1933, gew. 30/1/1991)

NR. 6/././.....

**Identiteit van de houder :**

- Naam : .....
- Voornaam : .....
- Plaats en datum van geboorte : .....
- Nationaliteit : .....
- Adres : .....

**Kenmerken van het wapen :**

- Aard : .....
- Merk : .....
- Model en type : .....
- Kaliber : .....
- Serienummer : .....

Te....., op .....

**Handtekening van de korpschef  
of van de brigadecommandant**

- Uitgereikt voor een vuurwapen dat overgaat van de categorie "jacht- of sportwapens" naar de categorie "oorlogswapens"
- Geldig tot de uitreiking door de provinciegouverneur van een vergunning tot voorhanden hebben.

**MODELE N° 7**

**FORMULE D'AUTORISATION DE POSSESSION  
D'UN DEPOT D'ARMES OU DE MUNITIONS**

ROYAUME DE BELGIQUE

AUTORISATION DE POSSESSION  
D'UN DEPOT D'ARMES DE DEFENSE  
OU DE GUERRE, OU DE MUNITIONS  
POUR CES ARMES

GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DE .....

(art. 16 loi 3/1/1933, mod. 30/1/1991)

N° 7/././.....

Identité du titulaire :

- Nom : .....
- Prénom : .....
- Lieu et date de naissance : .....
- Nationalité : .....
- Adresse : .....

Contenu du dépôt (caractéristiques des armes ou des munitions) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Localisation du dépôt :

.....  
.....  
.....

Conditions et modalités :

.....  
.....  
.....

A ....., le .....

Signature du gouverneur

**MODEL NR. 7**

**FORMULIER VOOR DE VERGUNNING TOT HET BEZITTEN VAN  
EEN OPSLAGPLAATS VAN WAPENS OF MUNITIE**

KONINKRIJK BELGIE

PROVINCIAAL GOVERNEMENT  
VAN.....

VERGUNNING TOT HET BEZITTEN  
VAN EEN OPSLAGPLAATS VAN  
VERWEER- OF OORLOGSWAPENS  
OF VAN MUNITIE VOOR DIE WAPENS

(Art. 16 wet 3/1/1933, gew. 30/1/1991)

NR.7/././.....

Identiteit van de houder :

- Naam : .....
- Voornaam : .....
- Plaats en datum van geboorte : .....
- Nationaliteit : .....
- Adres : .....

Inhoud van de opslagplaats (kenmerken van de wapens of munitie) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Localisatie van de opslagplaats :

.....  
.....  
.....

Voorwaarden en modaliteiten :

.....  
.....  
.....

Te ....., op .....

Handtekening van de gouverneur

## MODELE N° 8

FORMULE D'AVIS  
D'EXPORTATION DIRECTE D'UNE ARME A FEU DE DEFENSE OU DE GUERRE

<p><b>ROYAUME DE BELGIQUE</b></p> <p>LOI SUR LES ARMES DU 3.1.1933 MODIFIEE PAR LA LOI DU 30.1.1991</p> <p><b>MODELE N° 8</b></p> <p><b>AVIS D'EXPORTATION DIRECTE D'UNE ARME A FEU DE DEFENSE OU DE GUERRE</b></p> <p><b>IDENTITE DU CEDANT (1):</b></p> <p>Nom et prénom : _____</p> <p>_____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>_____</p> <p><small>Document à remplir en majuscules. (1) Armurier, ... : cachet et n° d'autorisation Blanc : Registre Central des armes / Rose : Acquéreur / Jaune : Cedant.</small></p>	<p><b>CARACTERISTIQUES DE L'ARME :</b></p> <p>Nature : _____</p> <p>_____</p> <p>Marque : _____</p> <p>_____</p> <p>Modèle et type : _____</p> <p>_____</p> <p>Kalibre : _____</p> <p>_____</p> <p>Numéro de série : _____</p> <p>_____</p> <p>Longueur du canon : _____</p> <p>_____</p> <p>Particularités : _____</p> <p>_____</p>	<p><b>IDENTITE DE L'ACQUEUREUR :</b></p> <p>Nom et prénom : _____</p> <p>_____</p> <p>Lieu et date de naissance : _____</p> <p>_____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>_____</p> <p>Nationalité : _____</p> <p>Numéro de carte d'identité ou de passeport : _____</p> <p>_____</p> <p><b>DATE DE L'EXPORTATION DIRECTE :</b></p> <p>_____</p> <p>Signature du cedant</p>
---	--	--

## MODEL N° 8

FORMULIER VAN BERICHT  
VAN RECHTSTREEKSE UITVOER VAN EEN VERWEER- OF OORLOGSVUURWAPEN

<p><b>KONINKRIJK BELGIE</b></p> <p>WET OP WAPENS VAN 3.1.1933 GEWIJZIGD DOOR DE WET VAN 30.1.1991</p> <p><b>MODEL N° 8</b></p> <p><b>BERICHT VAN RECHTSTREEKSE UITVOER VAN EEN VERWEER- OF OORLOGSVUURWAPEN</b></p> <p><b>IDENTITEIT VAN DE OVERDRAGER : (1)</b></p> <p>Naam en voornaam : _____</p> <p>_____</p> <p>Adres : _____</p> <p>_____</p> <p><small>Document in hoofdletters in te vullen (1) Wapenhandelaar, ... : stempel en het erkenningsnummer. Wit : Centraal wapenregister / Rose : Verkrijger / Geel : overdrager</small></p>	<p><b>KENMERKEN VAN HET WAPEN :</b></p> <p>Aard : _____</p> <p>_____</p> <p>Merk : _____</p> <p>_____</p> <p>Model en type : _____</p> <p>_____</p> <p>Kaliber : _____</p> <p>_____</p> <p>Serienummer : _____</p> <p>_____</p> <p>Lengte van de loop : _____</p> <p>_____</p> <p>Bijzonderheden : _____</p> <p>_____</p>	<p><b>IDENTITEIT VAN DE VERKRIJGER :</b></p> <p>Naam en voornaam : _____</p> <p>_____</p> <p>Plaats en datum van geboorte : _____</p> <p>_____</p> <p>Adres : _____</p> <p>_____</p> <p>Nationaliteit : _____</p> <p>Nummer van identiteitskaart of paspoort : _____</p> <p>_____</p> <p><b>DATUM VAN DE RECHTSTREEKSE UITVOER :</b> _____</p> <p>Handtekening van de overdrager</p>
---	---	--



**MODELE N° 9  
FORMULE D'AVIS DE CESSION  
D'UNE ARME A FEU DE CHASSE OU DE SPORT**

<p><b>ROYAUME DE BELGIQUE</b></p> <p>LOI SUR LES ARMES DU 3.1.1933 MODIFIEE PAR LA LOI DU 30.1.1991</p> <p align="center"><b>MODELE N° 9</b></p> <p align="center"><b>AVIS DE CESSION D'UNE ARME A FEU DE CHASSE OU DE SPORT</b></p> <p><b>IDENTITE DU CEDANT (1):</b> Nom et prénom : _____ _____ Adresse : _____ _____</p> <p><small>Document à remplir en manuscrit. 1: Armurier. ... cas, het en nr d'agrément Blanc: Police Communale du domicile de l'acquéreur ou Registre central des armes si l'acquéreur n'est pas domicilié en Belgique / Rose: Acquéreur / Jaune: cédant.</small></p>	<p><b>CARACTERISTIQUES DE L'ARME :</b></p> <p>Nature : _____ _____ Marque : _____ _____ Modèle et type : _____ _____ Calibre : _____ _____ Numéro de série : _____ _____ Longueur du canon : _____ Particularités : _____ _____</p>	<p><b>IDENTITE DE L'ACQUEREUR :</b></p> <p>Nom et prénom : _____ _____ Lieu et date de naissance : _____ _____ Adresse : _____ _____ Nationalité : _____ Numéro de carte d'identité ou de passeport : _____ _____ <b>DATE DE LA CESSION :</b> _____ Signature du cédant,                      Signature de l'acquéreur.</p>
---	---	---

**MODEL N° 9  
FORMULIER VAN BERICHT VAN OVERDRACHT  
VAN EEN JACHT- OF SPORTVUURWAPEN**

<p><b>KONINKRIJK BELGIE</b></p> <p>WET OP WAPENS VAN 3.1.1933 GEWIJZIGD DOOR DE WET VAN 30.1.1991</p> <p align="center"><b>MODEL N° 9</b></p> <p align="center"><b>BERICHT VAN OVERDRACHT VAN EEN JACHT- OF SPORTVUURWAPEN</b></p> <p><b>IDENTITEIT VAN DE OVERDRAGER (1):</b> Naam en voornaam : _____ _____ Adres : _____ _____</p> <p><small>Document in hoofdletters in te vullen. 1: Wapenhandelaar. ... stempel en het erkenningsnummer. Wit: Gemeenteplaats van de woonplaats van de verkrijger of centraal wapenregister als de verkrijger in België niet woonachtig is. Rose: Verkrijger / Geel: overdrager.</small></p>	<p><b>KENMERKEN VAN HET WAPEN :</b></p> <p>Aard : _____ _____ Merk : _____ _____ Model en type : _____ _____ Kaliber : _____ _____ Serienummer : _____ _____ Lengte van de loop : _____ Bijzonderheden : _____ _____</p>	<p><b>IDENTITEIT VAN DE VERKRIJGER :</b></p> <p>Naam en voornaam : _____ _____ Plaats en datum van geboorte : _____ _____ Adres : _____ _____ Nationaliteit : _____ Nummer van identiteitskaart of paspoort : _____ _____ <b>DATUM VAN DE OVERDRACHT :</b> _____ Handtekening van de overdrager,                      Handtekening van de verkrijger.</p>
---	--	---

## MODELE N° 10

FORMULE DE SAISIE, D'ABANDON VOLONTAIRE  
OU DE DEPOT TEMPORAIRE D'UNE ARME A FEU

## ROYAUME DE BELGIQUE

FORMULAIRE DE SAISIE / ABANDON  
VOLONTAIRE D'UNE ARME A FEU (1)

GREFFE DU \_\_\_\_\_

/ \_\_\_\_\_

Référence du greffe : \_\_\_\_\_

Autorité de Police : \_\_\_\_\_

N° de procès-verbal : \_\_\_\_\_

FORMULAIRE DE DEPOT  
TEMPORAIRE D'UNE ARME A FEUPOLICE COMMUNALE / BRIGADE DE  
GENDARMERIE / POLICE JUDICIAIRE DE (1)

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

N° de procès-verbal : \_\_\_\_\_

## Caractéristiques de l'arme :

Nature : \_\_\_\_\_

Marque : \_\_\_\_\_

Modèle et type : \_\_\_\_\_

Calibre : \_\_\_\_\_

Numéro de série : \_\_\_\_\_

Particularités / Etat de l'arme : \_\_\_\_\_

Références : \_\_\_\_\_

## Identité du saisi / de la personne faisant abandon de l'arme (1) :

Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Lieu et date de naissance : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Cachet du greffe / du service de police (1)

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le Greffier en Chef / le service de police (1)

## MODIFICATIONS ULTERIEURES

- Restitution (suite à une saisie ou un dépôt temporaire) à \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_ (1)  
Cachet du greffe / du service de police (1) Le Greffier en Chef / le service de police (1)- Transfert au greffe du \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_ (1)  
Cachet du greffe Le Greffier en Chef,- Confiscation ordonnée par décision \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_ (1)  
Cachet du greffe Le Greffier en Chef,- Transfert au banc d'épreuves des armes à feu (suite à une confiscation ou à un abandon volontaire) (1)  
Cachet du greffe Le \_\_\_\_\_  
Le Greffier en Chef,- Autres \_\_\_\_\_ (1)  
Cachet du greffe / du service de police (1) Le Greffier en Chef / le service de police (1)

MODEL N° 10

**FORMULIER VAN INBESLAGNEMING, VRIJWILLIGE AFSTAND  
OF INBEWAARGEVING VAN EEN VUURWAPEN**
KONINKRIJK VAN BELGIE
**FORMULIER VAN INBESLAGNEMING /  
VRIJWILLIGE AFSTAND VAN EEN VUURWAPEN (1)**

 GRIFFIER VAN \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

Referentie van de griffier : \_\_\_\_\_

Politiedienst : \_\_\_\_\_

N° van proces-verbaal : \_\_\_\_\_

**FORMULIER VAN INBESLAGNEMING /  
VRIJWILLIGE AFSTAND VAN EEN VUURWAPEN**
**GEMEENTEPOLITIE/RIJKSWACHT  
GERECHTELIJKE POLITIE (1)**

 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

N° van proces-verbaal : \_\_\_\_\_

**Kenmerken van het wapen :**

Aard : \_\_\_\_\_

Merk : \_\_\_\_\_

Model en type : \_\_\_\_\_

Kaliber : \_\_\_\_\_

Serienummer : \_\_\_\_\_

Bijzonderheden / Staat van het wapen : \_\_\_\_\_

Rerenties : \_\_\_\_\_

**Identiteit van de inbeslagene / persoon die afstand doet van het wapen (1) :**

Naam en voornaam : \_\_\_\_\_

Geboorteplaats en datum : \_\_\_\_\_

Nationaliteit : \_\_\_\_\_

Adres : \_\_\_\_\_

Stempel van de griffier / van de politiedienst (1)

Te \_\_\_\_\_, op \_\_\_\_\_

De Hoofdgriffier / de politiedienst (1)

**LATERE WIJZIGINGEN**

 - Teruggave (na een inbeslagneming of een tijdelijke inbewaaring) te \_\_\_\_\_ Op \_\_\_\_\_ (1)  
 Stempel van de griffier / van de politiedienst (1) De Hoofdgriffier / de politiedienst (1)

 - Overbrenging naar de griffier van \_\_\_\_\_ Op \_\_\_\_\_ (1)  
 Stempel van de griffier De Hoofdgriffier,

 - Verbeurdverklaring bevolen door beslissing van \_\_\_\_\_ Op \_\_\_\_\_ (1)  
 Stempel van de griffier De Hoofdgriffier,

 - Overbrenging naar de pinelbank voor vuurwapens (volgens een verbeurdverklaring of een vrijwillige afstand) (1)  
 Stempel van de griffier Op \_\_\_\_\_  
 De Hoofdgriffier,

 - Andere \_\_\_\_\_ (1)  
 Stempel van de griffier / de politiedienst (1) De Hoofdgriffier / de politiedienst (1)





**MODELE C**  
**REGISTRE RELATIF AUX MUNITIONS POUR ARMES A FEU DE DEFENSE OU**  
**DE GUERRE**

**ENTREES**

N°	DATE D'ENTREE	ORIGINE DES MUNITIONS	NATURE DES MUNITIONS	MARQUE	CALIBRE	QUANTITE

**SORTIES**

N°	DATE DE SORTIE	IDENTITE DU CLIENT	NATURE DES MUNITIONS	MARQUE	CALIBRE	QUANTITE

**MODEL C**  
**REGISTER BETREFFENDE DE MUNITIE VOOR VERWEER- OF**  
**OORLOGSVUURWAPENS**

**IN**

NR	DATUM	OORSPRONG VAN DE MUNITIE	AARD VAN DE MUNITIE	MERK	KALIBER	HOEEVELHEID

**UIT**

NR	DATUM	IDENTITEIT VAN DE KLANT	AARD VAN DE MUNITIE	MERK	KALIBER	HOEEVELHEID

**MODELE D**  
**REGISTRE RELATIF AUX PIECES ET ACCESSOIRES D'ARMES A FEU**

**ENTREES**

N°	DATE D'ENTREE	ORIGINE DES PIECES ET ACCESSOIRES	NATURE DES PIECES ET ACCESSOIRES	MARQUE	MODELE	N° DE SERIE	OBSERVATIONS

**SORTIES**

N°	DATE DE SORTIE	IDENTITE DU CLIENT	NATURE DES PIECES ET ACCESSOIRES	MARQUE	MODELE	N° DE SERIE	OBSERVATIONS

**MODELE D**  
**REGISTER BETREFFENDE DE ONDERDELEN EN HULPSTUKKEN VAN  
VUURWAPENS**

**IN**

NR	DATUM	OORSPRONG VAN ONDERDE- LEN EN HULP- STUKKEN	AARD VAN DE ONDERDELEN EN HULPSTUK- KEN	MERK	MODEL	SERIENUMMER	OPMERKINGEN

**UIT**

NR	DATUM	IDENTITEIT VAN DE KLANT	AARD VAN DE ONDERDELEN EN HULPSTUK- KEN	MERK	MODEL	SERIENUMMER	OPMERKINGEN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK